

LE COMBAT SYNDICALISTE

- BIMESTRIEL ANARCHOSYNDICALISTE DE LA CNT-AIT DE MIDI-PYRENEES - La LETTRE DU CDES -

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171



Révolte chez Quebecor_ Les élections isolent de la politique_ Point sur la lutte pour un logement décent pour tous à Levallois_ Utopia, mon amour..._ Cracher dans la soupe & mordre la main qui nourrit_ La fouille_ Samedi 23 décembre 2006..._ Mexique : Aperçu sur le mouvement anarchiste actuel_ Layla, libérée_ Les briseurs de machine (2) : Le ludisme_ Courrier et infos diverses_ Quartiers

N° 99 Février - mars 2007 - 2 euros

ABONNEMENT

Un an :

Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien :
20 euros ou plus

Libellez les chèques à
 l'ordre de :

CDES
CCP 3 087 21 H
Toulouse

Tout contact avec le journal :

CNT-AIT
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

Les articles et des
 informations en ligne

sur le site de Toulouse :
<http://cnt-ait-toulouse.fr>

sur celui de Paris-N^d :
<http://cnt-ait.info>

et sur celui de Caen
 (avec un forum)
<http://cnt.ait.caen.free.fr/>

Secrétariat régional
Midi-Pyrénées

CNT-AIT,
BP 158 82001
Montauban Cédex

Autres adresses :
Secrétariat de l'AIT
AIT, NSF boks 1977, Vika,
N-0121, Oslo, Norvège

Ce journal est rédigé,
mis en page, assemblé
par des militants, sala-
riés ou chômeurs.

Révolte chez Quebecor

Ce n'est pas tous les jours que nous donnons la parole -ou plutôt que nous laissons la plume dans "Le Combat syndicaliste" - à un patron ! Ils n'en ont nul besoin d'ailleurs, ayant la totalité des médias à leur dévotion. Mais le communiqué que nous reprenons ci-dessous mérite cet honneur. Non pas sur le fond, car il est la copie conforme des discours patronaux les plus éculés, mais par les événements qu'il rapporte : en effet à la plus grande stupéfaction de leur patron, les salariés du groupe Quebecor sont sortis de la passivité.

"Le 8 janvier 2007, un groupe, estimé à plus de 200 personnes, composé majoritairement de salariés de l'usine Hélio gravure Didier Quebecor à Hellemmes (59) et d'employés de l'entreprise JDC imprimerie à Torcy, menés par un groupe d'agitateurs clairement identifiés comme des élus de la Filpac-CGT, se sont présentés au siège de la société Quebecor World France (QWF) à Saint Thibaut des Vignes (Seine-et-Marne). Malgré la présence d'un dispositif policier visible mais restreint, ils ont envahi les bureaux, par effraction et de vive force, brisant tout sur leur passage, détruisant portes et cloisons, fenêtres, mobilier, équipements informatiques, souillant les locaux de projection d'eau, de farine, d'encre et d'œufs, taguant la façade et y apposant des affiches au contenu insultant. (...) Pétards et fumigènes ont vite rendu l'atmosphère absolument irrespirable. La violence était telle que le personnel [jaunes] a été obligé de se réfugier en s'enfermant dans un bureau fermé à clef d'où ils n'ont pu sortir que sous la protection de la police (...) ils ont laissé derrière eux un spectacle de désolation et des dizaines de milliers d'euros de dégâts, un espace dédié au travail littéralement profané par une violence bestiale et destructrice. (...) Aucune revendication n'a été formulée, on était venu pour casser, "pour emmerder Quebecor" (...)

[Ensuite, les manifestants étant allés sur un autre site :] ...les envahisseurs ont perturbé la production, parcourant les allées de l'usine en y lançant des pots fumigènes et en taguant les murs. Ils se sont ensuite livrés à un pillage des stocks de magazines et de DVD prêts à être livrés aux distributeurs (...): "Ce n'est pas du vol, c'est notre dû" (...). Tous les fauteurs de trouble ou auteurs de délits identifiés feront l'objet d'une plainte en vue de poursuites."

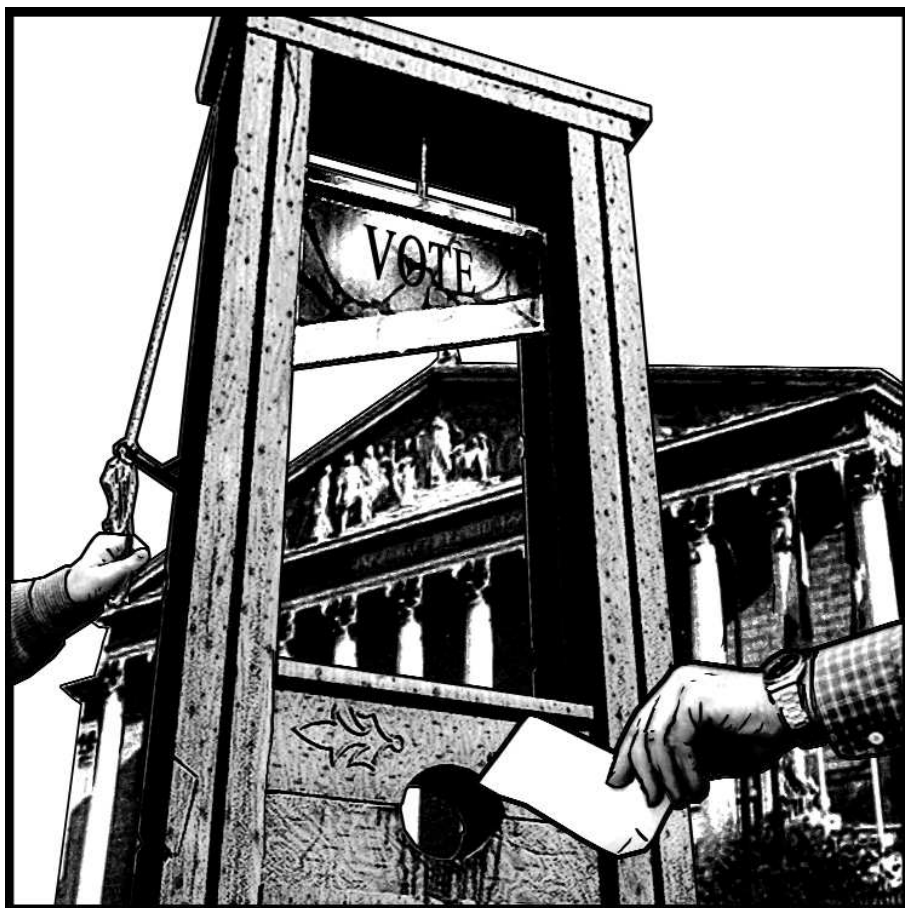
Bien qu'il feigne de se demander "pourquoi tant de haine ?", le patron nous livre, dans l'inimitable langue de bois de tous les technocrates, une des clefs de la situation : "Il est exact que, confronté depuis plusieurs années à une conjoncture difficile, et à un contexte concurrentiel particulièrement rude, le Groupe Quebecor a entrepris une difficile et pénible restructuration. Plusieurs entreprises du Groupe ont dû être réorganisées, cédées ou fermées". Oui mais voilà, chef, beaucoup de salariés ont fini par comprendre le sens véritable de l'expression "conjoncture difficile" : la rue pour eux, l'explosion des bénéfices pour les actionnaires.

Alors, le petit couplet sur "le groupe a toujours su, par la négociation, trouver les moyens d'accompagner cette évolution, d'éviter le drame humain, par la multiplication des mesures d'accompagnement conçues et débattues avec des partenaires sociaux souvent lucides, toujours responsables" ne fait plus recette. Même les adhérents de la CGT (c'est dire) n'y croient plus !

Il faut dire qu'après s'être fait inculquer la religion du travail (un terme comme "profané", directement tiré du vocabulaire religieux, ne figure pas par hasard dans le communiqué patronal !), apprendre qu'on va être jeté à la rue comme un malpropre, c'est dur. Surtout que les centaines de milliers de salariés licenciés, qui se retrouvent dans la misère, permettent d'apprécier à leur juste valeur les fameuses "mesures d'accompagnement" !

Alors, qui peut sincèrement s'étonner de l'exaspération croissante du monde du travail ? Qui peut encore s'étonner que la révolte gronde ?

P.



Les élections isolent de la politique

Le capitalisme : états des lieux

Avec une croissance mondiale plafonnant à 5% et des échanges mondiaux (de marchandises) s'accroissant d'1/3 sur 3 ans, l'économie française se porte mal : le solde de sa balance commerciale est négatif (-24,2 % en 2005), la dette publique est de 67% de son PIB, la pression fiscale est passée de 43,1% de ce même PIB en 2002 à 44% en 2006 malgré les cadeaux fiscaux (niches fiscales, emplois à domicile, droits de succession, fiscalités plus-values, diminution de l'Impôt Sur (les grandes) Fortunes de -20%) accordés aux nantis. Le déficit public prévu en 2007 est de 43 milliards. Pour limiter ces déficits, la contre partie est l'élévation des impôts fonciers et d'habitation, de la CSG, du CRDS, du forfait

hospitalier, de l'acte médical (1 euro pour l'acte de base, 18 euros sur l'acte de plus de 91 euros), l'énergie et les tarifs publics, etc., sans oublier la journée gratuite du travail du lundi de Pentecôte.

Le chômage est passé de 3,134 millions en 1997 à 2,436 millions de demandeurs d'emploi, mais si l'on tient compte des "emplois aidés" (610 000 en 2006), des manipulations comptables (radiations, etc.), le chômage n'a que peu reculé. En fait, selon le BIT (Bureau international du travail), le chômage réel, calculé en équivalent "temps plein" en France a même augmenté et serait passé de 5 745 310 millions de demandeurs d'emploi en 1996 à 5 848 550 millions en 2005.

Immigration choisie

Ajoutons que, par le jeu de la démographie (c'est-à-dire des

départs en retraite par rapport aux rentrées sur le marché du travail), le chômage devrait reculer tout seul : il y aura probablement 150 000 chômeurs en moins par an jusqu'en 2016, puis 250 000, d'où la préparation d'une politique "d'immigration choisie".

Cinq millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté (dont 1,299 millions de Rmistes en 2006 contre 1,045 millions en 1997 et autant de travailleurs paupérisés, avec tous les problèmes de logement, de santé, de nourriture, etc.. Les couches moyennes subissent également une érosion du niveau de vie.

Parallèlement, les bénéficiaires tant boursiers que ceux des entreprises (et par tant les inégalités de revenus) n'ont jamais été aussi élevés. L'économie capitaliste de type fordiste s'est massifiée et mondialisée et les problèmes ont suivi. La condition salariale des pays dits développés, sous l'effet du jeu concurrentiel de la valeur de la force de travail n'a cessé de se dégrader : précarisation, pénibilité au travail, allongement des annuités pour la retraite, etc. Et cela va se poursuivre; vu la crise structurelle du système et ses contradictions : énergétiques (pétrole, nucléaire, épuisement des matières premières), écologiques (air, eau, réchauffement, pollution), sanitaires (OGM, cancers, épidémies : vache folle, grippe aviaire), "pertes de compétitivité" (pays à bas salaires). Pour conserver leurs marchés et approvisionnements, contrôler les flux migratoires, mater leurs opposants, les États deviennent de plus en plus agressifs ; les conflits armés vont se multiplier et l'impérialisme sera décomplexé. Les populations (y compris celles des États développés) sont soumises à des logiques liberticides grâce au triomphe de la bio-politique : biométrie, vidéo surveillance, hygiénisme, etc. La lutte anti-terroriste et le fichage des populations (le Patrioact et l'accord Euro just/États-unis) ont de beaux jours devant eux.

Le formatage comportemental réactionnaire tente de faire culpabiliser l'individu par des interdits (il

faut être "bête et discipliné") de façon à ce qu'il ne s'interroge pas sur la nature véritable du système en place. L'idéologie de la bourgeoisie triomphe : le chacun pour soi afin d'accéder au mirage de la réussite sociale, l'intériorisation des rapports d'exploitation et d'oppression conditionnent les consciences. Les valeurs originelles du socialisme (la liberté, l'égalité, la fraternité, la justice et la solidarité, etc.) sont aujourd'hui présentées comme de vaines illusions passées et infantiles. Résultat : la personne humaine a été réifiée dans les rapports de production/consommation, circonscrite à des éléments comptables (dépense, recette, balance commerciale, pouvoir d'achat, PIB, etc.). L'être humain se retrouve de fait sans une éthique donnant un sens à sa vie, il se voit privé de bonheur, il est acculturé ; les violences multiples s'avèrent du coup le lot quotidien. Il en résulte de la souffrance, du mal être, dont la permanence finit par faire basculer certaines personnes dans la pathologie.

Elections partout : démocratie nulle part

Les élections présidentielles n'annoncent aucun changement ; la droite continuera ses attaques et la gauche déclamera ses grands principes abstraits. Nous constatons que les gouvernements de droite et de gauche en passant par les coalitions font des choix identiques, tant ces nantis n'ont qu'un but : sauver leurs officines, leurs privilèges. Voyez les indemnités des parlementaires, des ministres, celles des élus des collectivités : en 2002 un maire touchait par mois de 605 à 5 165 euros, un premier adjoint de 235 à 2 582 euros, un conseiller régional ou général (département) de 2 066 à 3 615 euros... si on ajoute les "établissements intercommunaux", les "syndicats mixtes", les "offices publics", etc., sans oublier les "dons à déduire des impôts par personne" (4 500 euros pour chaque élection et 7 500 euros aux partis par année), les remboursements des "frais de campagne" (qui rapporte 1,70 euro par électeur).

Les syndicats n'échappent pas à

la règle ; eux aussi tirent l'essentiel de leurs moyens d'existence des subventions de l'État, en siégeant dans les instances paritaires (ce partenariat de la cogestion). C'est ainsi que des sommes colossales sont en jeu, mais sans que jamais des informations précises et complètes ne soient fournies sur ce sujet. Il se dit, par exemple, qu'une assiette à l'Assemblée nationale vaudrait l'équivalent d'un SMIC et souvenez-vous du scandale des frais de bouches de Chirac, se goinfrant à hauteur de cette somme tous les jours quand il fut maire de Paris ! En fait, les élus ne font pas œuvre d'intérêt public parce qu'ils se rattachent à la technocratie et monnaient chèrement leur présence. La République, dont l'étymologie nous renvoie à la chose publique, a été dénaturée par les politiciens, ils l'ont privatisée. Il en va de même avec l'idée de démocratie - pouvoir par le peuple et pour le peuple. Les technocrates, dans de fictifs et pédants débats, rendent les enjeux incompréhensibles pour l'électeur. Et, si besoin, ils passent outre (voir par exemple les suites du référendum sur l'Europe).

Des "emplois" protégés

Sénat, Assemblée, collectivités (territoriale), comités (d'entreprise, économique et social), conseils en tout genre... ces structures, dans lesquelles les élus et les représentants siègent afin d'élaborer les choix politiques et d'administrer la société, résultent d'une pléthore d'élections et nous sont présentées comme l'essence de la démocratie. L'absence de cette dernière est pourtant flagrante. Ne serait-ce que parce qu'on n'y retrouve sociologiquement que les bourgeois et les chefferies issues des partis et syndicats. Tout ce beau monde ne vise qu'à protéger ses intérêts et à perpétuer ce système inégalitaire, hiérarchisé, exploiteur, etc. Le "citoyen lambda" a peu de chance d'être élu, vu son manque de moyens logistiques (financiers, appui collectif...), sa méconnaissance des règles électorales et l'obstruction des élus (les 500 parrainages par exemple). S'il obtenait d'a-

venture un mandat au sein d'une de ces structures et qu'il en prenait le contrôle (maire d'une commune par exemple), il ne fait aucun doute qu'une coalition se formerait et ordonnerait aussitôt son isolement par toutes les autres structures qu'il ne régirait pas : intercommunalité, département, région, État, Europe, etc. ; la justice et le fisc seraient également mobilisées, sans oublier l'utilisation de l'intimidation et de la calomnie qui s'avèreraient des armes redoutables pour détruire, sur tous les aspects, notre doux rêveur. Au pire, ce dernier finirait, comme tous ceux qu'il prétendait dénoncer la veille, par intégrer les us et coutumes de cette machinerie institutionnelle. Celle-ci ne se laisse pas faire sans réagir. Elle possède aussi la capacité de se détacher et de s'autonomiser du reste de la société, en ce pérennisant par un recrutement dans les hautes écoles, contribuant par là même au népotisme. L'histoire nous enseigne que la machinerie institutionnelle ne se change pas de l'intérieur. C'est la foule, en la contestant, qui l'abolit pour en ériger une nouvelle de l'extérieur. On appelle ce processus un changement de régime ou de république. Parfois, dans des contextes bien précis quand la population veut se défaire définitivement de toute cette oppression, éclosent des dynamiques révolutionnaires : Russie 1917, Allemagne 1918-19, Italie 1920, Espagne 1936-39, Hongrie 1956... et l'espoir est là.

Contre la résignation : résistance populaire autonome

Nous devons rompre avec l'isolement, l'atonie, afin d'échafauder, sur nos lieux de travail et d'habitation, une multitude de comités de lutte. Exigeons dès maintenant des droits de qualité pour tous, fondés sur l'accès libre et gratuit aux transports, au logement, à la nourriture, à la santé, etc. Finissons-en avec cette idéologie oppressive qu'est le capitalisme et ses dérivés, engendrant misère, indigence et sauvagerie... Faisons fonctionner ces comités de lutte selon les principes suivants : un individu égale une voix, rotation des tâches, man-

datés révocables... et plaçons-les en dehors de la machinerie institutionnelle. Agissons pour qu'ils se développent, se massifient et se fédèrent horizontalement et qu'ils deviennent des réseaux fortifiés, ne se limitant pas qu'à endiguer l'attaque du système. Les anarchosyndicalistes appellent tout cela la résistance populaire autonome basée sur la démocratie directe. La résistance populaire autonome utilise l'action directe qui se manifeste sous plusieurs aspects : occupation, boycottage, auto réduction, manifestations indépendantes, etc. ; l'action directe va de pair avec la désobéissance civile. Le but des anarchosyndicalistes est que la résistance populaire autonome parvienne à défaire ce système pour le changer par un autre plus juste, égalitaire et pacifique. Nos aïeux, des Sans-culottes de 1793 aux Communistes de 1871 tentèrent cette expérience, et même, plus partiellement, nos aînés de 1936 et 1968, qui usèrent de la grève générale, si chère aux anarchosyndicalistes, que le mouvement de lutte contre la précarité (CPE/CNE) a remis d'actualité.

Un totalitarisme en cache un autre

Afin de pousser aux urnes, les politiciens pointent du doigt l'extrême droite, le spectre réactionnaire. Si cela n'est pas à ignorer ni à sous-estimer, un certain nombre de controverses ne doivent pas être occultées. Le parlementarisme est compatible avec la dictature ; il a déjà accouché du totalitarisme (les nationaux-socialistes remportèrent les élections de 1933 en Allemagne, divers groupes fascistes dans le monde sont dans des coalitions gouvernementales, etc.). D'ailleurs, Le Pen a gagné d'emblée tactiquement et idéologiquement, car la droite et la gauche jouent désormais sur son terrain de prédilection (sécurité, immigration, fiscalité,

famille, etc.). Elles ont aussi accompagné des mesures anti-sociales essentielles à la survie du capitalisme, et c'est là-dessus que poussent les fleurs vénéneuses du Front national. Celui-ci ferait la même politique*1, dans une version plus musclée mais pas fondamentalement différente. Soyons clairs ! Le vote anti-Front national servira de caution aux attaques du prochain



gouvernement par ce chantage "c'est nous ou le Front national". La fixation sur ce dernier évite la critique d'un autre totalitarisme qui est celui de ce système (violences patronales, exclusions, exploitation, oppression, etc.). Cela est plus subtil et difficile à saisir, parce qu'ayant normé, discipliné, soumis et assujéti l'individu à l'acceptation du cadre actuel, le pouvoir n'a pas besoin pour le moment de recourir à une violence massive et directe de l'appareil d'Etat (justice, armée, police), à l'exception de certaines situations où il peut montrer son vrai visage (quartiers,...). Cette acceptation généralisée de l'idéologie dominante et de sa machinerie institutionnelle fait que nous pourrions même parler de l'avènement d'un post-totalitarisme. La droite décrie le Front national tout en

l'ayant utilisé dans un calcul cynique qui a amené la gauche, la LCR et les altermondialistes à voter Chirac pour avaliser Sarkozy au final. En cas d'un duel Sarkozy/Le Pen, voteront-ils Sarkozy, dont ils dénoncent les positions, ou ironie de l'histoire, reprenant la position de la CNT-AIT, appelleront-ils à l'abstention et à la grève générale ? La gauche espère-t-elle un duel Le Pen/Royal assurant la victoire à Madame ?. En attendant, ils prétendent tous barrer la route à Le Pen, mais cela ne les empêche pas de multiplier les candidatures (quitte à éliminer les chefs de leur camp) tant il leur faut exister et négocier ensuite leur ralliement du deuxième tour. Surtout si aux législatives, une coalition gouvernementale UDF, PS, Vert se crée, jetant l'UMP, et la "gauche de la gauche" en dehors des sphères du pouvoir. Car la bourgeoisie n'a nullement besoin du Front national pour exercer son autorité et son pouvoir. La machinerie institutionnelle y pourvoie suffisamment et à défaut, la droite (avec ou sans l'extrême droite) saura mettre un terme à la subversion (écrasement de la République des conseils

en Bavière et de la Commune de Hongrie en 1919, coups d'État de Franco en 1936 et de Pinochet en 1973, appui aux "contras" du Nicaragua dans les années 80...). Quant à la gauche, elle n'est pas en reste (Qu'on se rappelle seulement Gustav Noske main dans la main avec les Corps francs pour réprimer les spartakistes en 1919, ou des antifascistes espagnols laissés à l'abandon en 1936-39, sous prétexte de neutralité, par le gouvernement Blum ainsi que des 170 députés de la SFIO votant l'investiture de Pétain en 1940, etc.) ; elle n'a pas de leçons d'antifascisme à nous donner. Savez-vous seulement, électeurs, que l'article 16 de la Constitution envisage la dissolution de l'Assemblée nationale et donne les pleins pouvoirs au Président de la république et que les

Ordonnances de 1959 programment une militarisation de la société ? La bourgeoisie a donc prévu, si besoin est, d'écraser, très "légalement", la population au non de sa faribole démocratique.

**L'espoir n'est pas dans l'isolement
mais dans l'abstention : désertons**

Ils aiment tous dénigrer les abstentionnistes qu'ils considèrent comme des beaufs, des incultes et des décérébrés. La rhétorique de la casuistique parlementariste fait qu'élire, déléguer son engagement puis ne rien faire et rester pendant des années silencieux et amorphe, devient la quintessence de la citoyenneté ! La réalité contredit cela puisque beaucoup d'abstentionnistes s'activent dans l'associatif, le syndicalisme de lutte et les conflits sociaux. L'abstentionnisme actif exprime clairement un désaveu et un rejet de la machinerie institutionnelle. Cet acte politique recueille un écho grandissant y compris chez l'électeur désappointé et sans illusion sur le vote.

Pour les anarchosindicalistes, les innombrables méfaits du système ne seront pas enrayés par les isolements qui isolent de la politique, mais par le dynamisme de la résistance populaire autonome. Toutes les entorses et toutes les attaques contre cette dernière sont autant de victoires concédées au système actuel.

13/12/06 - Union Locale CNT-AIT Caen
<http://cnt.ait.caen.free.fr>

*1 Rappelons que "Le Canard enchaîné" a établi que la moitié du programme du Front national est déjà en application en France grâce au votes de diverses lois.

A lire sur ces sujets, dans les "Cahiers de l'anarchosindicalisme" : n°42 Lectures subversives - n°38 Autonomie Populaire et désobéissance civile ; les autoréductions en Italie - n°33 Pour l'abstention - n°22 Techniques de luttes - n°8 Anarchosindicalisme et autonomie populaire. 2 euros le Cahier, chèques à l'ordre de CNT-AIT

A commander à :

CNT-AIT BP 2010,
14089 Caen cedex

🎯 Point sur la lutte pour

Dans la nuit du 15 novembre 2006 à Levallois, 17 personnes (dont des jeunes scolarisés à Levallois) ont été évacuées par la force de l'immeuble appartenant à la mairie qu'ils occupaient -car celui-ci était jugé insalubres sans proposition concrète de relogement. Certaines de ces personnes vivaient ici depuis plus de 25 ans et demandaient un logement depuis 1984 !

En réaction, des jeunes de Levallois s'organisent en Mouvement Solidaire pour le Logement avec certaines des personnes expulsées et appellent à manifester devant la mairie le samedi 2 décembre. Ils font le tour de diverses organisations syndicales et politiques afin d'obtenir du soutien et de faire connaître leur lutte. Le PS -sous la forme de sa représentante au Conseil municipal- contacté, refuse de venir aider le rassemblement disant que l'opposition c'est eux et que les jeunes peuvent aller se faire voir.

Samedi 2 décembre : première manifestation organisée par le Mouvement solidaire et déposée à la préfecture. Une délégation est reçue par la mairie, qui ne donne aucune réponse. Une élue PCF annonce qu'elle enverra une lettre à la préfecture afin d'obtenir d'elle des "logements-tiroirs"...

Suite à ce rassemblement, le skyblog [site Internet créé sur le site de la radio RAP Skyrock (soit disant la radio libre numéro un sur le rap : "total respect, zéro limite", tu parles...)] créé une semaine avant afin de lancer l'appel à la manif a été supprimé sans préavis de la part de l'hébergeur, de même que tous les autres skyblogs faisant référence à cette mobilisation...

Le rassemblement étant un succès, l'élue PS rappelle le collectif pour lui dire qu'elle a entendu parlé de la manif, que c'est très bien que des jeunes se mobilisent, mais que maintenant il faut arrêter les manif et laisser faire les professionnels de la politique...

Samedi 9 décembre : malgré un nouvel appel à manif, non déposée cette fois, seule la police municipale est sur place. Les manifestants, contrairement à la semaine

précédente, respectent cette fois-ci la volonté d'autonomie du mouvement, car ils ne portent plus d'autocollants organisationnels. En présence de la famille expulsée, nous avons tenté de rentrer dans la mairie ; nous nous sommes fait repousser à la fois par la police municipale et par leurs amis sans uniforme (PS, Téléthon...). Sous la pression de ce comité d'accueil, une vitre de la mairie a fini par céder, permettant de faire partager à nos chers élus un peu du froid que subissent au quotidien les mal-logés.

Samedi 16 décembre : c'est le début du marché de Noël dans la cour de la mairie. Nous sommes toujours là. Ce coup-ci, face à nous, la police nationale est bien présente, formant un cordon devant la mairie pour nous empêcher d'approcher. Nous distribuons donc les tracts sur le marché de Noël expliquant la situation et demandant le relogement à Levallois de la famille expulsée. La lettre du préfet adressée à la mairie de Levallois est alors lue au mégaphone : celle-ci stipule que la famille doit être relogée à Levallois et pas ailleurs. Le maire a pourtant annoncé à la famille lors de leur dernière rencontre qu'elle devait accepter la proposition de logement à Bois-Colombes sans quoi la mairie ne s'occuperait plus d'elle ! Par ailleurs, la famille a été "invitée" à ne plus venir lors des rassemblements. Censure et intimidation constituent donc l'essentiel des méthodes de la mairie, qui essaie par tous les moyens d'étouffer l'affaire. Notons également que le préfet ne mentionne que la famille expulsée dans son courrier et pas les autres personnes jetées dehors, qui se débrouillent aujourd'hui entre la rue et l'hôtel et dont personne ne se soucie dans les

un logement décent pour tous à Levallois

sphères institutionnelles.

Lundi 18 décembre : Un conseil municipal se tenant ce jour, nous avons décidé de venir y déployer une banderole pour maintenir la pression sur la mairie. En entrant nous avons pu constater que la police municipale était présente en nombre. Nous avons pu assister à une partie du conseil municipal et nous rendre compte de l'emprise totale de Balkany sur l'ensemble du conseil, rejetant avec mépris toutes les critiques venant des rares élus d'opposition, que seules les questions d'impôts locaux trop élevés semblaient intéresser. C'est alors que nous avons silencieusement déployé une banderole "solidarité avec les mal-logés". Balkany agita immédiatement sa clochette dorée afin de suspendre la séance et il demanda aux "forces de l'ordre d'évacuer les perturbateurs". Les policiers municipaux vinrent pour nous expulser de la salle, nous avons été fermement conduits hors de la mairie, croisant au passage l'élue PCF, qui jouait parfaitement son rôle d'opposante inutile à Balkany, comptant par la même occasion sur ce coup de gueule pour se mettre dans la poche à peu de frais les lycéens en colère. A notre sortie, les agents ont retenu l'un des nôtres dans le bâtiment afin de contrôler son identité, ce à quoi il avait déjà eu droit plus tôt dans la soirée par un policier de la BAC (comme s'il avait changé d'identité depuis...). Nous avons donc déambulé banderole à la main en distribuant des tracts aux bourgeois qui parcouraient encore le ridicule marché de Noël.

En repartant, nous avons pu voir, sur une vitrine d'une agence immobilière, que la mairie vend un 4 pièces dans ses propres murs pour la modique somme de... 690 000 euros ! Et après il y en a qui prétendent qu'il n'y a pas de logements vides...

En raison des vacances, les rassemblements hebdomadaires sont

suspendus ; ils reprendront cependant à la rentrée, tous les samedis à 15 heures devant la mairie (métro Anatole France). Néanmoins, nous appelons à maintenir la pression sur la mairie en lui adressant des mails, des fax ou des courriers de protestation demandant le relogement immédiat et à Levallois des 17 personnes expulsées le 15 novembre 2006 (coordonnées ci-dessous).

Samedi 6 janvier 2007 : Fin des vacances, reprise des rassemblements. De nouvelles personnes souffrant de problèmes de logements rejoignent la lutte. Rien à signaler de spécial, si ce n'est une petite visite au local de l'UMP tout proche où se tenait une permanence. Une chanson slogan fait son apparition : "*Promenons-nous dans Levallois, tant qu'Balkany n'y est pas, mais si tu veux te loger, tu peux aller te brosser*". Aucun contact avec qui que ce soit de la mairie n'a lieu, le bâtiment étant soi-disant vide d'élus... Un journaliste du Parisien est présent, cela donnera lieu à un article que nous n'avons pu voir.

Samedi 13 janvier : Ce samedi, c'est galette des rois à la mairie. Une fois rassemblés, nous sommes entrés dans la cour de la mairie, comme d'habitude, en criant nos slogans : "*Non aux expulsions*", "*Expulsez la mairie, relogez les sans-logis*". Immédiatement, le maire surgit de la mairie et commença, seul, à nous pousser. Les policiers, tant nationaux que municipaux, lui emboîtèrent le pas et nous expulsèrent manu militari hors de la cour de la mairie pendant que Balkany, en première ligne, y allait de ses intimidations physiques et provocations verbales : "*C'est moi qui fait la police ici, T'as vu ta tronche ?*". Il ne manque pas de préciser qu'aujourd'hui il ne peut pas nous tolérer car "*il reçoit*".

Les portes n'ouvraient pour la galette municipale qu'à 17 heures. Les gens étaient donc invités à attendre dans la cour, dans des files

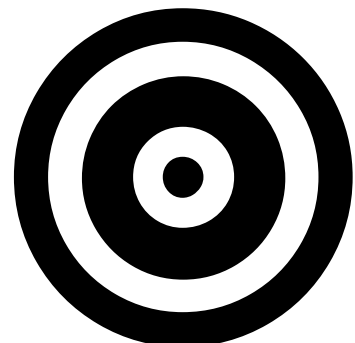
d'attente. Quant à nous, les policiers nous ont empêchés d'approcher sous prétexte qu'il fallait un carton d'invitation. Nous sommes allés vérifier cette information auprès des braves citoyens qui infirmèrent les propos des policiers.

Nous regrettons la réapparition des étiquettes politiques sur les manifestants cherchant à mettre en avant leur organisation, principalement le PCF. Cerise sur le gâteau, le maire PS de Clichy-la-Garenne est venu nous serrer la main à la chaîne en nous vantant les mérites de sa politique du logement social puis est reparti aussi soudainement qu'il était apparu, nous laissant tout pan-tois devant tant d'opportunisme politicien.

Tout compte fait, nous sommes satisfaits de ce rassemblement : les 200 ou 300 personnes venues pour la galette n'ont pas pu ne pas nous voir et nous entendre, certains très jeunes manifestants étant même parvenus à passer le barrage policier pour distribuer des tracts dans les files d'attente dans la cour de la mairie. Les rassemblements continuent tous les samedis, chers lecteurs, nous comptons sur vous ! Faites circuler l'info, faisons plier la mairie !

◆ Pour vous manifester auprès de la mairie : Hôtel de Ville, Place de la République, 92300 Levallois. Tel : 01 49 68 30 00. Fax : 01 47 31 26 73.

http://www.ville-levallois.fr/eQ_contact1.php3
◆ Pour vous tenir informé et soutenir les jeunes en lutte : <http://solidaires.blogspot.com/> et mouvement-solidaire@hotmail.fr



POURQUOI LA CNT TOULOUSE
NE VÉRIFIE T-PS SES ALLIÉS ?



Utopia, mon amour...

À la suite de plusieurs contacts de salariés ou ex-salariés d'Utopia, la CNT-AIT a levé le voile sur des pratiques de cette entreprise qui crie "Haro sur le boulot", fait son fonds de commerce de la dénonciation de l'exploitation capitaliste, mais peut éventuellement se conduire comme le dernier des patrons*1.

Avant d'en venir au fond de l'affaire et à ses derniers rebondissements, il faut tout d'abord expliquer pourquoi des salariés d'Utopia se sont adressés à la CNT-AIT pour dénoncer leurs incroyables conditions de travail. N'ayez pas la naïveté de croire qu'ils étaient anarchosyndicalistes ! C'est tout simplement parce qu'"ailleurs", on leur a conseillé de la fermer : "Pas touche à Utopia" est le mot d'ordre de la plupart des organisations de gauche ou d'extrême-gauche, qui ne veulent pas perdre les avantages substantiels que leur boutique trouve dans la caution morale qu'elles apportent à cette salle.

"Utopia salaud ! le peuple aura ta peau"

Sous ce titre ravageur dont nous lui laissons la pleine responsabilité, la "Gazette d'Utopia" (février 2005) tentait, sur deux grandes pages, avec de perfides illustrations de Charb*2, de répondre aux critiques que nous avions diffusées par voie de tract. Se retranchant derrière une sorte de "courrier des lecteurs", elle nous traitait de "lurons" - "pas sympathiques" et même "pleins de haine", et nous accusait de propager des "on-dit pénibles", d'avoir "des comportements inadmissibles", d'être "bourrés de méchancetés"... et, sous la signature d'un certain François*3, de "dénigrer surtout (...) les plus proches" (entendez, des gens de gôche), attitude immédiatement jugée "insupportable". Bref, affreux, sales et méchants, nous n'étions que des menteurs.

Depuis, même un verdict du Conseil des Prud'hommes, qui n'est pas une instance réputée pour ses

positions anti-patronales*4, est venu, le 13 septembre 2006, apporter un démenti cinglant aux affirmations utopiques en condamnant l'entreprise à 11 000 euros de dommages et intérêt envers une ex-salariée.

Bien que quatre "Gazettes" soient parues depuis cette date, on n'y trouve pas l'information que l'importance de ce fait appelait. Pourquoi une discrétion si inhabituelle chez un champion du devoir d'information et de transparence ? Il est vrai que sa condamnation pour licenciement abusif (comme un vulgaire gros patron de droite) est éclairante.

Tout d'abord, les Prud'hommes pulvérisent les trois motifs d'Utopia : le premier "ne concerne en rien la salariée", le deuxième "n'est pas plus réel que sérieux" quant au troisième, il repose sur "une position tout à fait inversée de la part de la gérante". Bien plus, "la genèse de l'histoire démontre que les problèmes... ont..., entre autre, comme point de départ... le fait que le salarié ait pris contact avec un inspecteur du travail" ... ce qui constitue pourtant un droit élémentaire de tout salarié !

Ensuite, le florilège continue : les Prud'hommes relèvent un courrier "menaçant" de la direction ainsi que des propos, à l'égard des salariés, "pour le moins surprenant(s)" quand ils ne sont pas "particulièrement condescendants" de la part d'un "actionnaire non-salarié" d'Utopia.

Les Prud'hommes valident "qu'un collectif d'anciens salariés d'Utopia a été formé" et que "assu-

rément plusieurs anciens salariés témoignent" dans leur tract "Sauve qui peut Utopia" (dont nous ne pouvons que conseiller la lecture très instructive).

Pour ce qui est des accusations d'Utopia concernant la CNT-AIT, les Prud'hommes constatent que le patron les profère "sans amener le moindre commencement de preuve de ses affirmations".

Utopia s'est bien gardé de faire appel de ce verdict qui vient tout simplement prouver que les faits dénoncés par la CNT-AIT voici maintenant deux ans, malgré toutes les dénégations des utopistes et de leurs très nombreux alliés, étaient parfaitement fondées. Ajoutons pour finir que "La Dépêche du Midi" a publié le 6 février 2007 un article sur l'affaire*5. Nous avons pu y lire que, d'après la patronne, la condamnation d'Utopia était due au fait que la "CNT-AIT aurait suffisamment de talent de persuasion et d'entregent (...) pour influencer les prud'hommes". Celle là, on ne nous l'avait pas encore faite. On en rit encore.

Dédé

_1: Lire en particulier dans notre N° 90 (avril-mai 2005) les articles "Quelle est la différence entre un patron de "gôche" et un patron ?", "Cinéma Utopia : un cinéphile averti en vaut deux" _2: Un dessinateur qui gagnerait tout de même à vérifier ses informations... _3: Que d'aucuns ont cru pouvoir identifier à un ancien leader du PS... _4: Voir notre brochure "Les Prud'hommes ne défendent pas les travailleurs, ils les jugent" _5: Le journaliste qui le signe a pris au préalable contact avec nous. Comme nous le faisons toujours, personne n'a répondu à ses questions. L'expression de la CNT-AIT, en tant que telle, est autonome et collective et se fait par des textes rédigés en syndicat (tracts, communiqués, brochures...). Ceci dit, l'article, sous le chapeau "Le cinéma toulousain, chantre de la dénonciation des injustices sociales, épinglé par le conseil des prud'hommes" est tout à fait correct

Cracher dans la soupe & mordre la main qui nourrit

De nombreux militants syndicalistes et politiques se sont donnés beaucoup de peine, depuis près de deux ans, pour expliquer combien cette affaire n'en valait pas la peine. Cela, y compris dans des milieux se déclarant révolutionnaires, se revendiquant de l'anticapitalisme voire des idées libertaires. Le texte qui suit, émanant d'un certain Redrum, que nous pêchons sur internet, résume bien leur campagne :

"Ce soir ... au cinéma Utopia, mes camarades "traîtres de classes" (smile) du Scalp/No pasaran organisent un débat précédé d'une projection... je me permets un petit commentaire évidemment qui n'est pas une défense d'Utopia mais une petite mise au clair face à une entreprise publicitaire de la CNT-AIT. (...) Utopia, c'est effectivement une possibilité pour les groupes militants (...) d'organiser des débats/projections et de toucher un large public, plus large en tout cas que dans des réseaux militants ultra-sectaires. Tout comme ces mêmes groupes militants utilisent des salles municipales sans forcément être d'accord avec la politique de l'État, ils utilisent Utopia sans forcément défendre et cautionner les éventuels problèmes. Qui prétend aussi qu'Utopia est "intouchable" pour le "peuple de gauche" ? Personne. (...) Personne n'est dupe (...). Utopia est un bon cinéma avec une bonne présentation mais comme dans toutes (ou presque) les assos et boîtes de gauche, [ils] jouent sur la corde "militante et bénévole" pour pousser un peu plus les salariéEs. L'AIT Toulouse découvre la réalité du travail dans les boîtes de gauche. Révolution. Et quand je dis que c'est comme ça dans beaucoup de structures, ça ne veut pas dire que c'est "normal" ou qu'il n'y a pas de raison de changer les choses, ça veut dire que ce n'est pas exceptionnel. Alors, le battage organisé par l'AIT de Toulouse aurait-il pour origine -comme il tente de le faire penser- la colère des salariéEs d'Utopia organisé en collectif ou dans un syndicat ? Niet ! Le battage de l'AIT a pour origine des témoignages d'ancien salariéEs et surtout le conflit d'une salariée qui est allée aux prud'hommes. Je trouve ça mince (...)"

Reprenons depuis le début : les patrons d'Utopia vendent leur produit "culturel" grâce à un puissant

marketing altermondialiste. Cette offre "anticapitaliste", ils la servent au public grâce au travail de salariés auxquels ils appliquent une "gestion des ressources humaines" violemment capitaliste : travail "bénévole" des employés, licenciement pour "manque de conscience politique", et même, face à la colère des salariés, tentative de séances de "psychothérapie de groupe payée par [leurs] primes annuelles" !

Quant au "produit" proposé, il est bien plus que le film projeté*1. C'est ce qui fait le succès de la firme. Car, ce que les patrons d'Utopia, proposent à la vente, ce n'est pas simplement un film, c'est une identité, un rôle à consommer : celui d'un spectateur intellectuel et critique.

Marketing et cœur de cible

Pour que leur marketing reste crédible et le "cœur de cible" fidèle, ils ont besoin d'un label. Celui-ci

est apporté par la multitude de groupes radicaux et alternatifs qui y organisent des soirées "politiques". En retour, la direction les sponsorise, ne serait-ce que par la publicité qu'elle leur accorde dans sa "Gazette". Situation bien différente, contrairement à ce qui est avan-

cé dans le texte que nous citons plus haut, de celle des groupes qui utilisent "des salles municipales" : on peut difficilement penser en effet que le Maire de Toulouse cherche à se donner une image anticapitaliste, antilibérale, voire anarchiste par ses prêts ou locations. A l'évidence, les enjeux politiques sont bien différents.

Quoiqu'il en soit, une fois connu tout ce qui précède, on comprend que les salariés et les anciens salariés d'Utopia en colère ont des intérêts diamétralement opposés à ceux de leurs patrons : pour les premiers, rendre visible ce qu'ils ont subi ; pour les seconds, l'occulter.

La CNT-AIT a naturellement choisi de soutenir les salariés, tout en respectant leur autonomie et leur démarche : chacun a parlé en son nom, chacun a choisi les méthodes qu'il a voulu. Quant à ces "groupes militants" auxquels Utopia offre effectivement une possibilité de "toucher un large public", quelle a été leur position ? La même que celle des patrons !

Pour commencer, pendant des mois, ils ont tout simplement nié l'existence même de ce conflit. Que 25 salariés aient quitté une boîte

numérique aussi modeste*2 en deux ans (certains avant même la fin de leur contrat), que plusieurs aient tenu à apporter un témoignage écrit, ... tout cela n'était que du pipi de chat : d'après eux, à partir du moment où un salarié quitte une entreprise (ou est mis dehors), il n'aurait plus rien à dire !



Abandonnant progressivement cette défense désespérée, ils ont tout fait pour minimiser la portée de la lutte, en soulignant son caractère forcément individuel (du fait de la disparition régulière des opposants !).

Pour finir, passant à la contre-attaque, voici qu'ils nous accusent péle-mêle de "découvrir la réalité du travail dans les boîtes de gauche" et d'instrumentaliser les salariés dans une opération publicitaire. Au-delà du ridicule de ces accusations, l'objectif est toujours le même : détourner les regards de l'essentiel, l'exploitation des salariés.

Remarquons que si "la réalité du travail dans les boîtes de gauche" était si bien connue de nos contradicteurs avant que nous ne la dénoncions, il est à se demander pourquoi ils ne l'ont jamais dénoncé eux-mêmes et surtout pourquoi ils ont nié les faits aussi longtemps !

A l'ensemble de ces arguments patronaux qui se retrouve dans le texte de Redrom, il faut ajouter son silence éloquent pendant deux ans, lui et ses amis, pourtant si prompts à dénoncer la domination au Liban ou au Mexique. Jamais -jamais- ils n'ont apporté le moindre soutien aux salariés.

Comment expliquer la collaboration de classe et la dérive bureaucratique (qui consiste à préférer les intérêts de son organisation à ceux des exploités) de ces militants qui ont pourtant choisi de se situer en dehors des partis et syndicats majoritaires, avec toutes les difficultés que cela entraîne ? Ce n'est pas, du moins nous ne le pensons pas, qu'ils soient mus par la passion de trahir. L'optimisme nous pousse à penser que leur comportement est, à leurs yeux, l'unique réponse possible à une question réelle et récurrente : celle de la nécessité d'allier éthique et efficacité (ici, conserver nos idées et pratiques tout en gagnant un large public). Pour tout militant, cette question est centrale, elle nous est d'ailleurs commune. Mais pourquoi alors nos réponses s'opposent-elles ? Parce que, ne se donner à choisir, comme nos contradicteurs le font, qu'entre deux solutions caricaturales, est une façon, probablement inconsciente, de justifier un mauvais choix. En effet,

Si la réalité du travail dans les boîtes de gauche était si bien connue de nos contradicteurs, pourquoi ont-ils nié les faits aussi longtemps ?

contrairement au discours qui sous-tend leur position, le choix n'est pas entre soit d'observer une éthique rigoureuse de tous les instants soit de s'asseoir définitivement sur cette même éthique sous prétexte d'être pragmatique. Il est clair, que vivant dans une société qui met l'individu sous pression, le premier choix est, dans la réalité, pratiquement intenable : je

me sers (même à minima) de l'électricité fournie par EDF, alors que je suis anti-nucléaire ; je pars au travail, alors que je suis contre le salariat ; je paye des impôts indirects sur tout ce que j'achète alors que je suis contre l'État, ... Bref, au quotidien, mon éthique en prend un coup. Mais l'autre choix, celui qui consiste à jeter l'éthique par-dessus bord sous prétexte qu'on ne peut pas la mettre en pratique à 100 % est tout simplement, pour des révolutionnaires, suicidaire. Il revient à renoncer progressivement à toute résistance et à faire sien "le mode d'emploi de la révolte" fourni par le pouvoir, à se rendre dépendant de ses procédures et institutions. On garde le silence sur les mœurs d'un patron qui nous prête ses salles un jour, on se présente aux élections professionnelles un autre, on s'allie aux autoritaires plus ou moins ponctuellement un troisième, ... on prend progressivement le chemin de tous ces anciens 68ards qui ont intégré le système et en sont souvent devenus les meilleurs défenseurs.

Quand ceux qui nous critiquent posent le problème de façon aussi tranchée, aussi sectaire, en ne laissant comme seule solution finalement que de se lancer le jour même dans une révolution totale ou de se trahir soi-même, ils se précipitent dans une impasse.

La situation à Utopia n'exigeait d'ailleurs pas un choix aussi cornélien. Pour tout révolutionnaire -et, même pour tout syndicaliste- le choix était fort simple. Quand des salariés dénoncent les pratiques abusives du patron c'est naturellement du côté de l'exploité qu'il se range, même s'il a quelque avantage à perdre.

Si certains tiennent à aller, malgré tout, dans une salle où a lieu un

tel conflit, une règle simple est de refuser toute contrepartie au "service" que son propriétaire vous rend. En somme, cracher dans la soupe et mordre la main qui nourrit. Pour Utopia, refuser un silence complice aux exploités.

C'est d'ailleurs exactement ce qu'a fait le groupe Scalp-No pasaran (dont le message de Redrom annonçait la manifestation à Utopia). Dans le débat qui a suivi la projection, il a déclaré en substance ceci : "Nous remercions Utopia, mais nous tenons à dire que nous sommes gênés d'être là, parce qu'Utopia est une entreprise avec des patrons et des salariés. Or, nous sommes anticapitalistes et libertaires, nous sommes contre les patrons. Surtout ceux d'Utopia qui maltraitent leurs salariés et ont été condamnés aux prud'hommes". Cette prise de position du Scalp No-Pasaran, tout à fait cohérente, est allé droit au cœur de ceux des anciens salariés qui en ont pris connaissance et qui, jusque là, se sentaient abandonnés par le "peuple de gauche".

Bidule

_1: Ainsi, le même film projeté dans un autre cinéma (par exemple, l'ABC -cinéma sur lequel nous aurons probablement l'occasion de revenir bientôt) reçoit infiniment moins de spectateurs.

_2: La modestie de l'effectif employé n'empêche pas l'importance des ressources financières. Il est vrai, comme nous l'écrivions dans un précédent numéro, qu'avec 600 000 entrées en 2004 (Toulouse + Tournefeuille), Utopia bat à plate couture UGC centre ville (550 000 entrées) et que les chiffres d'affaire 2003 de quelques SARL, qui ont toutes la même gérante, s'établissaient comme suit : Utopia Latin, 1 626 058 euros. Utopia St Siméon, 1 207 151 euros. Félicité Films (spécialisée dans le conseil pour les affaires et la gestion), 299 705 euros. Colossal, non ? Ajoutons que la même personne est aussi gérante de la Société civile immobilière St Siméon, au capital social rondlet, et que nous ne sommes pas sûrs d'avoir tout retrouvé...

A PARAITRE

Pour que chacun puisse en juger par lui-même, nous réunissons, sous forme d'une brochure, l'essentiel des textes publiés par les uns et par les autres sur l'affaire Utopia.



LA FOUILLE

L'œil du clairon à 7h00, comme chaque matin. Douche, café, clope, radio. Ma co-cellulaire et moi-même prenons notre temps. Encore une journée comme tant d'autres. Il y a bien du bruit dans le couloir, mais on s'en fout. De toutes manières, l'œilleton ne nous permet pas de voir au-delà de nos 9 m², alors... alors voilà, finalement, cette matinée ne sera pas tout à fait comme les autres...

8h00 : la porte s'ouvre sur un uniforme et un visage inconnu (la plupart de nos gardiennes portent une blouse blanche en guise d'uniforme, peut-être pour se sentir moins flic, mais l'habit fait-il le moine ?) qui nous demande de sortir sur-le-champ pour une fouille par palpation. Le temps de prendre pull et cigarettes et nous voilà en train de descendre pour aller dans la cour. Les uniformes grouillent : deux gardiennes devant chaque cellule, puis partout... Là encore, une nouvelle surprise : un groupe de CRS, matraques et boucliers en mains, cagoulés et prêts à intervenir contre la quarantaine de femmes que nous sommes : des mères, des grands-mères, des jeunes filles tout juste sorties de leur lit et qui ne comprennent rien à ces bousculades. Mais deux mots retentissent : FOUILLE GENERALE. Qu'est-ce, concrètement, de plus que toutes ces fouilles que nous subissons à chaque occasion ? Les discussions vont bon train : *"Moi, j'en ai déjà eu une à Fresnes"*. Et il y a celles dont les nerfs à vif les font craquer et qui pleurent, il y a les malades qui réclament leurs pilules pour le cœur, celles qui ont oublié leurs clopes (ou à qui on n'a pas laissé le temps de les prendre), et l'attente s'installe.

Trois heures durant, nous allons patienter dans la cour (enfin une promenade matinale plus longue, pourrait-on se dire !), trois heures passées à guetter les ombres et gestes des uniformes dans nos cellules, à écouter les aboiements des chiens et en imaginant déjà dans quel état nous allons retrouver nos quelques affaires. Puis la porte s'ouvre, nous allons subir une fouille corporelle. Le premier étage puis le rez-de-chaussée, par ordre... et nous attendons notre tour. Des cabines temporaires (une mince cloison nous séparant les unes

des autres, mais pas de porte) ont été installées.

Trois matones m'ont fouillée : bouche, oreilles, cheveux... -on m'a fait enlever mon tampon hygiénique- et de là où je suis, je peux voir les CRS qui attendent dans le couloir... A ce moment, je crois que je n'avais encore jamais ressenti un tel sentiment de rage et d'humiliation. On m'avait dévisagée de manière hautaine, inhumaine, dégueulasse, me traitant comme une moins que RIEN. Mais que dire face à un tel déploiement ? Bien évidemment, on m'a pris tout ce qu'on a pu : un petit bracelet bricolé, un piercing entré en douce. Enfin, je me suis rhabillée et j'ai rejoint mon amie. Je crois que mon regard se faisait encore plus méprisant que tous ceux rencontrés jusqu'à ma cellule... du moins à ce qu'il en restait ! Ma co-cellulaire s'écroula en pleurs dans mes bras, hoquetant qu'on lui avait pris le bracelet de sa fille, qu'elle ne méritait pas tout ça... Non, nous ne méritions pas tout ça. Aucun être humain, d'ailleurs, ne le mérite.

Et nous avons entrepris de ranger et nettoyer nos 9 m² : les bassines d'eau avaient été jetées à terre et on aurait juré qu'on avait piétiné exprès dans l'eau... Toute photo, carte,... avait été arrachée du mur, l'armoire vidée, tous les papiers sortis, les matelas déhoussés, les postes "empruntés" (pour fouille plus poussée ?)...

Voilà comment s'est passée la fouille générale à Seysses, vaste plan lancé par M. Perben il y a deux ans. Mais cette fouille a aussi eu quelques conséquences non négligeables : par exemple, ce jour là, les parloirs intérieurs ont tout simplement été supprimés (ils ont lieu tous les 15 jours, je crois), les cantines reportées, les changements de draps et de linge de toilette supprimés, de même que la distribution de PQ et produits hygiéniques...

"Toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine".

Article 10,
Code international relatif aux droits civils et politiques

Samedi 23 décembre 2006...

Distribution des colis de Noël à la Maison d'arrêt de Seysses. Arrivée à 7 h 30. Déjà du monde. Parking envahi de voitures, pas toutes du "31", loin de là ! Température extérieure : - 5°

C'était la première fois que je revoyais les murs, les miradors, les barbelés depuis la sortie en liberté conditionnelle de mon fils. Etrange, cette double sensation de tristesse renouvelée, mais partagée, donc allégée quelque peu, car nous n'étions pas seuls, lui et moi.

Nous étions une dizaine de militants motivés. Nous avons installé simplement deux petites tables, quelques chaises, des thermos d'eau chaude pour le café, des petites cuillères en plastique (qu'il a fallu rincer au lavabo "Abri famille" -je m'en souviens parce que j'avais les doigts gelés et que l'eau était brûlante, mais peu important), petits biscuits, chocolats.

Nous avons distribué, ce matin là, 200 boissons chaudes. Une jeune femme venue de Perpignan, fatiguée, frigorifiée -il ne pleuvait pas mais l'herbe était blanchie de gel- avait les pieds, les mains, le nez gelés. Cette pauvre femme ne savait pas. Elle avait essayé de cumuler un "rendez-vous parler" et le colis. Mal lui en a pris. Elle a du nous laisser son colis que nous avons rangée sous une des petites tables.

Il y avait aussi un Père Noël (qui était en fait une Mère Noël). Eh oui ! Il y avait le Père Noël ! Le vrai ? Mais non ! "Le vrai ne passe que dans deux jours..." a dit notre compagne d'une voix étranglée par les larmes contenues, interrogée par un petit bout de choux les yeux écarquillés de surprise.

Une foule de personnes serrées comme des moutons était agglutinée derrière une porte de fer qui donnait sur un local où 4 ou 5 matons fouillaient inexorablement, au rythme de 15 minutes en moyenne par colis, les mets si amoureuxment préparés.

Le café ou le chocolat offerts. Certains nous confondaient avec le personnel carcéral, une question revenait sans cesse : "Combien je vous dois ?", le porte-monnaie à la main...

Plus le temps s'écoulait, le soleil ayant montré un bout de nez timide, le froid mordant persistant sur cette plaine désolée ou seuls quelques-uns essayaient de réchauffer l'atmosphère, plus les gens se bousculaient en masse désordonnée, en colère, sur cette porte s'ouvrant au compte-gouttes sur un des sbires.

Pauvres ! Pourquoi se déchirer entre eux ? Parce qu'il ne restait plus qu'une petite demi-heure avant l'arrêt de travail, parce qu'ils ne pourraient pas faire passer leur colis, parce qu'alors, ils seraient venus, parfois de bien loin, pour rien. 8 h/11 h, pas une seconde de plus, même en ce jour exceptionnel dit de fête !



Le café du CASP

"Insistez auprès des matons, restez solidaires entre vous" leur avons-nous dit, les yeux rouges de tristesse, brillants de haine contenue contre ce système carcéral qui fait de nous, d'eux, des "coupables par ricochet", comme nous l'exprimions dans notre tract, de cette lourde institution idiote : la prison !

Il était déjà 11 h (ce matin-là, j'ai très souvent regardé ma montre... ça m'a rappelé de douloureux souvenirs...). La réception des colis allait s'arrêter quand, tout à coup, à la surprise générale, un des matons annonce à la foule mécontente et désespérée "Une demi-heure de plus !" Vous vous rendez compte, une demi-heure de plus ? Quel effort sur-humain ! Une demi-heure cadeau, une demi-heure de plus, supplémentaire, "gracieusement" offerte ! Ça fait une vingtaine de familles de plus qui pourront passer. Et les autres ? Les autres, elles repartiront comme elles sont venues, avec leur paquet sous le bras.

Témoignage d'une sympathisante du CASP

Le CASP (Comité d'aide et de soutien aux prisonniers) se réunit le samedi après 17 heures au 7 rue St Rémésy, à Toulouse. Il est ouvert à tous.

"Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées" est envoyé gratuitement à tout prisonnier sur simple demande (n'oubliez pas de préciser le n° d'écrou).



Venus en soutien aux prisonniers basques, un âne et deux bergers...

MEXICO MEXICO MEXICO MEXICO MEXICO MEXICO MEXICO MEXICO

Aperçu sur le mouvement anarchiste actuel

Un compagnon qui a pu se rendre récemment au Mexique nous fait part de ses observations sur la situation du mouvement anarchiste dans ce pays.

Le 22 novembre 2006, la "Biblioteca social Reconstruir" de Mexico organisait une soirée en hommage à Ricardo Flores Magon, le révolutionnaire mexicain précurseur de la révolution de 1910 dont on célébrait le 84ème anniversaire de la mort, assassiné dans les geôles des USA. Après une lecture d'œuvres de théâtres de Magon, un jeune compagnon du groupe "Oir", très impliqué dans les barricades d'Oaxaca et un compagnon indien de la communauté magoniste de San Fernando nous ont parlé des derniers événements insurrectionnels dans l'État d'Oaxaca. Le public d'une petite centaine de personnes, était représentatif du mouvement anarchiste mexicain actuel : jeune, voire très jeune, essentiellement de la scène anarchopunk.

Un mouvement jeune en cours de reconstruction

Pour Toby, un des animateurs de la Biblioteca Reconstruir, c'est à la fois la force et la faiblesse du mouvement mexicain. Il n'y a jamais vraiment eu de mouvement anarchiste organisé au Mexique, si on excepte la période du Parti Libéral Mexicain des frères Magon au début du XXème siècle. Pourtant, l'influence anarchiste -et particulièrement anarchosindicaliste- a toujours été sensible. Les drapeaux des syndicats ne sont-ils pas rouges et noirs ? Mais le mouvement ouvrier a plutôt été sous l'influence des sectes marxistes de toute nature. Aujourd'hui, il existe au Mexique -et singulièrement à Mexico- une multitude de petits groupes qui se réclament de l'anarchisme, même si la plupart des gens qui participent aux manifestations ou événements le font à titre individuel. Il s'agit la plupart du temps de jeunes lycéens ou étudiants, qui voient dans l'idée anarchiste une possibilité d'exprimer

leur soif de liberté et de justice, dans un pays où règnent la corruption et l'injustice généralisée. Toutefois, avec ses 41 ans, Toby est un vétéran dans un mouvement où les trentenaires se cooptent sur les doigts de deux mains... Bref, tout est à construire.

C'est précisément à cette tâche que se consacrent les compagnons de groupes tels que Hormiga libertaria (fourmi libertaire). Ces jeunes compagnons sont étudiants l'après-midi et le matin, puis, le soir, ils sont pompistes ou vendeurs de journaux sur le périphérique (les embouteillages à Mexico font qu'ils ne courent aucun risque d'être écrasés...) ou autres petits boulots de misère, sans réel statut. Ils vivent dans le

quartier populaire d'Itzapalapa. Tous les dimanches, sur la place, à la sortie du métro, ils organisent une bibliothèque ambulante : avec quelques planches de bois dissimulées en haut d'un mur où il faut grimper en passant par un arbre, ils montent une petite étagère. Dessus, on trouve de vieux livres éculés, donnés par quelques compagnons espagnols, vétérans de la révolution de 1936 échoués au Mexique, et aussi les propres productions des compagnons : des textes classiques ou récents sur l'anarchisme, imprimés sur du matériel de fortune et dont la couverture est faite de carton de boîte à chaussure de récupération... Bref, du Système D, du DIY (do it yourself, fais le toi-même) avec des moyens de fortune, bien loin de nos salons du livre anarchiste occidentaux et de la pro-

DES LIVRES POUR LE MEXIQUE

Les compagnons anarchistes mexicains développent une intense activité de propagande, dans des conditions économiques très difficiles et avec des moyens extrêmement réduits. Un de leur outil majeur de diffusion de nos idées est la réalisation de bibliothèques, pour certaines ambulantes, de façon à ce que les idées libertaires puissent être accessibles au plus grand nombre. Toutefois ces compagnons disposent de moyens très limités. Le nombre et la diversité des ouvrages est parfois réduit et ils n'ont pas les moyens de s'offrir tous les livres qui sont publiés continuellement en Europe. Alors que l'intérêt au Mexique pour l'anarchisme reconnaît une nouvelle vigueur aujourd'hui, il existe un moyen simple de leur apporter un soutien concret : organiser des collectes de livres et de brochures en langue espagnole sur l'anarchisme, l'anarchosindicalisme, et tout ce qui a trait à l'idéal libertaire.

Le syndicat de la CNT-AIT de Paris a établi depuis plus d'un an des liens avec différentes bibliothèques anarchistes à Mexico (Biblioteca Social Reconstruir, Bibliothèque ambulante Hormiga libertaria (Fourmie libertaire), Herramienta libertaria (Outil libertaire). De plus, de nouveaux liens ont été établis avec la nouvelle bibliothèque Praxis Guererro de Guadalajara et avec le projet de bibliothèque en Basse Californie. Nous pouvons aider ces compagnons dans leur effort. Merci de faire parvenir vos dons d'ouvrages au syndicat de Paris (CNT AIT, 108 rue Damrémont, 75018 PARIS) qui se chargera ensuite de les acheminer au Mexique.

A TOULOUSE, UNE COLLECTE DE LIVRES EN ESPAGNOL POUR LE MEXIQUE AURA LIEU AU LOCAL DE LA CNT-AIT LE SAMEDI 17 MARS À PARTIR DE 15 H UN DEBAT SUR LA SITUATION AU MEXIQUE SUIVRA À 17 HEURES

fusion de moyens qui masquent mal le manque d'engagement et de cohérence d'un mouvement "riche" qui s'achète une image de rebelle. Au Mexique, si tu es anarchiste, c'est d'abord avec les tripes !



Une situation explosive (Guadalajara, Atenco, Oaxaca)

Car les compagnons ne sont pas les derniers à prendre part aux luttes qui secouent le Mexique et pas seulement l'État d'Oaxaca. Et ils en payent systématiquement le prix fort^{*1}. Pas seulement du fait de la police fédérale ou des polices locales, aux mains de petits potentats que sont les gouverneurs et les alcaldes (maires). Mais aussi parce que les groupes de "gauche", les syndicats institutionnels, etc., n'hésitent pas parfois à donner un coup de main aux forces de l'ordre pour attaquer les cortèges anarchistes, comme à Guadalajara cet été. Les campagnes de calomnie contre les anarchistes dans les journaux ne sont pas le seul fait des conservateurs, car même des journaux pourtant considérés comme progressistes (tels "La Jornada") peuvent publier des articles attaquant les anarchistes comme étant des êtres violents, manipulés par la police. Bref, être anarchiste c'est avant tout être en rupture avec tout un système institutionnel.

Oaxaca : l'autonomie populaire en action

Mais là où cette rupture est la plus sensible, c'est clairement dans l'État d'Oaxaca. Cette région, de forte tradition indienne, a maintenu depuis toujours ses formes d'orga-

nisations communautaires. Ici, dans chaque village (ou pueblo), la réalité du pouvoir est exercée non pas par le maire élu ou l'État, mais par une assemblée qui regroupe l'ensemble des habitants et où les décisions sont prises collectivement. Une véritable structure parallèle, avec ses propres systèmes de gestion des affaires de la communauté, de régulation des conflits, sa propre police... Et un système duquel les partis politiques sont bannis, car tous savent que les partis promettent

beaucoup mais ne donnent jamais, détournant toujours l'argent destiné à la communauté pour leur propre enrichissement personnel.

Depuis plusieurs années, certains pueblos sont même en sécession contre "los poderes" ("les pouvoirs"). Ils rejettent la chaîne de corruption massive qui commence avec leur maire et sa police municipale, soutenu par le gouverneur Ulises Ruiz et sa police *Estatal* (police de l'État), et la complicité de l'État Central et sa police, *los federales* (police fédérale), mais aussi les juges, l'armée, etc. Comme l'indi-

quait le compagnon de la communauté de San Fernando, dans les pueblos, on a alors redécouvert que le nom de Magon n'était pas seulement celui d'une place d'Oaxaca, mais surtout celui d'un lutteur révolutionnaire infatigable, qui avait su transcrire en mots les principes d'autonomie populaire qui font le ciment de la société oaxacanèque. Alors eux, les petits paysans, planteurs de café expropriés violemment de leurs terres par les poderes au profit de grandes compagnies mexicaines ou internationales, se sont revendiqués de la figure locale de ce héros populaire.

Mais les maires chassés ont transformé leurs polices municipales en groupes armés, avec l'argent fourni par le gouverneur et l'État central qui - sans uniforme, en civil - font le coup de feu contre les habitants des pueblos en rébellion. Le soulèvement cet été des maestros - les professeurs des écoles - a donc été rejoint par ce mouvement, principalement à base paysanne. Puis le mouvement s'est élargi à tout l'État, qui en entier s'est soulevé dans un mouvement unanime.

Un Compagnon

^{_1} De nombreux compagnons ont été arrêtés lors des derniers mouvements sociaux, à Atenco, à Guadalajara et bien sur à Oaxaca, et sont toujours maintenus en détention, souvent en dehors de toute légalité et en total arbitraire.

Layla, libérée

Layla, des Anarchistes contre le mur avait été embastillée suite à son action résolue contre l'édification du mur de séparation entre Israël et la Palestine. (Lire les articles : "Israël : solidarité avec Layla, des anarchistes contre le mur !" et "Palestine-Israël : en dehors de la barrière, interview avec trois membres des Anarchistes contre le mur" sur le site <http://cnt-ait.info>) Elle a été libérée fin décembre 2006. Elle risque de nouveau d'être emprisonnée si elle ne réussit pas à payer les dommages et intérêts au policier qui l'a frappée (quand un flic vous frappe, c'est lui qui est outragé et la "justice" vous condamne à le dédommager !). Une souscription en sa faveur est ouverte (s'adresser à la CNT-AIT de Paris-Nord). En attendant, elle a adressé à tous ceux qui l'ont soutenu en France un petit message de sympathie et indiqué qu'elle allait rester dans les parages du village de Budrus (où elle participe avec des femmes de ce village palestinien à un travail d'agriculture biologique, son statut d'israélienne parvenant parfois à limiter les exactions de l'armée) car, nous écrit-elle "là-bas, les choses empirent. Tous les villages qui ont travaillé ensemble pour unifier dans la lutte palestiniens et israéliens font l'objet de punitions".

Les briseurs de machine (2)

Le luddisme

Dans un article publié dans notre précédent numéro, nous avons abordé les mouvements de résistance à la mécanisation qui ont secoué l'Europe dans la première moitié du 20^{ème} siècle, en mettant en lumière la portée hautement politique de ces révoltes : loin de se restreindre à leur manifestation la plus spectaculaire, sous la forme du bris de machine, elles reflétaient le refus d'un assujettissement global aux formes de vie qu'exigeait la révolution industrielle, au bouleversement du mode de production mais aussi du rapport social.

Le Luddisme fut parmi ces mouvements le plus tumultueux, le plus intense, mais aussi le plus réprimé. Il désigne la révolte des ouvriers du textile en Angleterre, qui massivement et de sang-froid, détruisirent des centaines de machines travaillant la soie, le coton et la laine. Il apparaît entre 1811 et 1813 dans les régions de production textile, secteur traditionnel (longtemps basé sur une activité manuelle, un réel savoir-faire, et formé de corporations indépendantes), devenu l'industrie phare du pays, en proie à une mécanisation particulièrement rapide. Le théâtre de ce soulèvement, "le triangle Luddite", concerne le centre industriel de l'Angleterre et réunit trois corporations : les tricoteurs du Nottinghamshire, les tondeurs du Yorkshire et les tisserands du Lancashire, des foyers de lutte relativement éclatés géographiquement, dont les acteurs exerçaient diverses professions qui présentaient chacune leur histoire, leur spécificité, leur tradition de lutte. C'est en cela que réside notamment la singularité des luddites : "une cohérence globale, une conscience de leur unité" entraînant une renommée considérable, une unité du mouvement mais une pluralité des pratiques, inscrites dans des contextes socio-économiques très divers et des spécificités régionales fortes... Ces différences conditionnent complètement l'évolution du mouvement qui connut plusieurs étapes (se radicalisant au fur et à mesure) et les modes d'actions choisis (certaines professions res-

taient dans des cadres plus légales que d'autres), mais nous ne pouvons nous y arrêter ici en détail.

Précisons que le mouvement est enraciné dans un contexte de crise économique et politique : chômage massif, famines ravageant le pays, discrédit des dirigeants liés à la corruption. En 1811, la première puissance industrielle est avant tout un pays au bord de l'insurrection... l'image de prestige (sa seule préoccupation) qu'elle cultive aux quatre coins du monde, y compris dans les colonies qu'elle pille et affame n'est que pure propagande. La réalité est tout autre.

Un certain Ned Ludd

Les Luddites prirent leur nom d'un certain Ned Ludd, personnage vraisemblablement imaginaire et dont les origines demeurent obscures. Parmi une des hypothèses, il s'agirait d'un jeune apprenti ayant par le passé détruit un métier à tisser. L'emploi de ce nom contribua d'ailleurs à l'unité du mouvement, et par le mystère qu'il contenait, laissait entendre l'existence d'une véritable coalition, massive et hautement organisée. Les Luddites se voulaient une "armée de justiciers" avec à sa tête le Général Ned Ludd, chef fictif qui faisait toutefois trembler les dirigeants d'alors. Cette armée reprenait les codes de l'armée officielle (contexte de guerre contre Napoléon jusqu'en 1815) en les subvertissant pour les adapter à leurs propres valeurs, le Général Ludd représentant la face négative de cette défense patriotique.

Parmi les modes opératoires qu'ils avaient en commun, celle de



précéder leurs attaques contre les machines par des lettres de menaces, envoyées aux propriétaires des manufactures en les sommant de retirer les machines honnies et "nuisibles à la communauté" s'il ne voulaient pas les voir brisées en mille morceaux, et leur manufacture incendiée ou mise à sac en guise de revanche. Ces lettres suggéraient une force coordonnée de grande ampleur et constituaient à la fois une manière de se protéger, et d'intimider les manufacturiers : c'était seulement quand cela échouait (quand les patrons ne coopéraient pas, dans la plupart des cas) que les Luddites avaient recours aux bris de machines... Cette révolte populaire fut en effet marquée par une intense activité épistolaire : pour menacer ou revendiquer, pour expliquer ou se justifier, ils écrivirent des dizaines de lettres destinées à des manufacturiers, magistrats, membres du gouvernement, et adoptè-

rent des proclamations placardées, envoyées à la presse et parfois publiées, le tout sous la signature de Général Ludd (mais aussi Roi Ludd, commandant Ludd et autres pseudonymes chargés de symbole). Ces lettres sont aujourd'hui une des seules traces qui restent de ce mouvement, et par la force de leur écriture, prose révoltée mêlant plusieurs langages, constituent une littérature à part entière.

Le Luddisme démarra dans le Nottinghamshire en mars 1811 avec les tricoteurs sur métiers, qui connaissaient alors une dégradation de leur activité (pression des fabricants, baisse des revenus d'1/3 entre 1809 et 1812). Leurs premières motivations furent le refus de la fabrication de marchandises de mauvaise qualité et l'exigence de meilleurs salaires, dénonçant ainsi le "travail bâclé", "l'atteinte à l'honneur du métier" engendrée par cette pression productiviste. Une tradition contestataire caractérisait les bonnetiers, et les violences se radicalisèrent avec le meurtre d'un camarade Luddite en novembre 1811. Selon un journal de l'époque, le Leeds Mercury, "l'état d'insurrection qui s'est installé dans le pays au cours de ces derniers mois n'a pas d'équivalent depuis les temps troublés de Charles 1^{er}". La phase de Luddisme s'acheva dans cette région car les salaires des ouvriers bonnetiers augmentèrent (ils eurent par la suite recours à des stratégies beaucoup plus legalistes, telles que les pétitions et le lobbying), mais surtout en raison d'un renforcement de la répression et du contrôle social par les autorités en ce début d'année 1812 : le bris de machine devint pour la première fois de l'histoire un crime capital, passible de la peine de mort.

Ce contexte de répression accrue ne fit qu'attiser la colère des ouvriers du Yorkshire et du Lancashire, régions qui s'enflammèrent à leur tour à travers des actions

plus radicales et plus diversifiées. Les attaques de nuit se généralisèrent dans le Yorkshire : les tondeurs représentaient une "élite" parmi les ouvriers du textile par leur contrôle total du processus de production et leur indépendance, et étaient forts d'expériences collectives de luttes gagnées dans le passé, ce qui les mettait en position de force face aux autorités. Les

"L'état d'insurrection qui s'est installé dans le pays au cours de ces derniers mois n'a pas d'équivalent depuis les temps troublés de Charles 1^{er}"

tisserands du Lancashire, sans tradition d'action collective, se mobilisèrent cependant radicalement en menant des actions de jour et de grande ampleur. Les actions étaient en

régle générale concertées, planifiées et organisées sur un mode quasi militaire : les luddites se rassemblaient par exemple dans un champ non loin de leur cible, se rendaient en nombre sur les lieux et prenaient d'assaut la manufacture, armés de masses, de marteaux, de piques, de hachettes et de fusils. Ils agissaient le plus rapidement possible et s'en allaient de même, dispersés en petit groupe pour éviter tout soupçon, et échappaient la plupart du temps aux autorités. Toutefois, le Luddisme était basé sur une culture du secret à travers des pratiques visant à assurer la clandestinité du mouvement (rituels, serments, peintures corporelles). Il était fréquent que les hommes se déguisent en femmes lors des attaques, et ils noircissaient systématiquement leur visage au charbon, se paraient de foulards : le souci de ne pas trahir leur identité ou celle de leurs camarades était primordial, ce qui rendit le Luddisme indémasquable. Les autorités, malgré le nombre de soldats et de moyens déployés, ne parvenaient pas à identifier les luddites également grâce au soutien des populations, qui hébergeaient les émeutiers en fuite après les attaques, et gardaient le silence face aux soldats qui parcouraient les villages pour leur soutirer des informations.

Les rumeurs d'insurrection généralisée parcouraient tout le pays, les émeutes de la faim sur les marchés, les pillages et collectes d'armes se firent récurrents, intégrant des individus n'ayant rien à voir avec le Luddisme et révélant ainsi la contagion d'autres sphères de la société par le mouvement. La stratégie du bris de machine culminait mais était dans certains endroits accompagnée de grèves et de mises en interdit.

Les lettres de menaces prirent un ton de plus en plus politique, à travers l'élargissement des revendications et des allusions reflétant, plus ou moins clairement, le désir de saper ou renverser le régime en place : "nous viendrons à bout de tous les oppresseurs et continuerons le combat jusqu'à ce qu'il n'y ait plus un seul tyran à conquérir" peut-on lire dans certaines lettres...

La peur d'un soulèvement généralisé parmi les autorités, accentuée par l'aspect mystérieux et insaisissable du Luddisme (le gouvernement attribua les troubles à un complot fomenté tantôt par les Irlandais libres, tantôt par les jacobins français et à d'autres pistes abandonnées rapidement) le dispositif répressif qu'elles déployèrent, et la détermination des luddites laissèrent à penser que ces derniers, à un certain point, constituèrent une menace réelle pour l'ordre établi, et on peut voir dans ce passage à l'élargissement des revendications un intervalle révolutionnaire. "Leur menace envers l'ordre établi engendra la plus grosse vague de répression employée contre la dissidence intérieure dans l'histoire de la Grande-Bretagne, incluant une artillerie d'espions, des polices spéciales, des milices et troupes volontaires, des raids nocturnes, des juges qui envoyaient à la potence, l'application de sanctions sévères, et un déploiement de soldats dans les zones agitées dont le nombre dépassait celui des soldats mobilisés quatre ans plus tôt pour vaincre Napoléon au Portugal (...)" (K. Sale).

Savoir si une révolution aurait pu avoir lieu en Angleterre à ce

moment-là, tout comme celle de savoir dans quelle mesure le luddisme contribua à la formation de la classe ouvrière et à la naissance du syndicalisme par la suite, sont des questions débattues par les historiens. Elles font l'objet de différentes interprétations...

Comment expliquer la disparition progressive du Luddisme ? Cette question aussi est l'objet de nombreux débats.

Watch and ward act

La répression féroce qui s'abattit sur le pays est la principale explication. En plus de la loi sur la peine de mort, votée en février 1812 et qui contribua à mettre définitivement "l'opinion publique" du côté des Luddites, le serment secret (porter allégeance au mouvement luddite) devint aussi un crime. Une loi incitant à la délation (Watch and ward act) contraignait tous les hommes de plus de 17 ans à assurer des services de garde pendant la nuit, dans tous les endroits susceptibles d'être foyer d'explosion (pubs, usines, places publiques). Le Premier ministre, Perceval Spencer, fut assassiné en avril 1812 apparemment en dehors de tout lien avec les Luddites, mais le crime leur fut attribué ce qui tendit encore plus le climat. D'ailleurs, pour décrire l'hostilité populaire aux dirigeants il faut savoir qu'il y eut bon nombre de manifestations de joie suite à cet assassinat dans plusieurs villes. La fracture se creusa, et le durcissement de la répression et la criminalisation du mouvement entraîna le déclin rapide des émeutes.

Le gouvernement chercha à frapper les esprits en jugeant publiquement 65 inculpés (pas seulement des artisans du textile) lors des assises de York en janvier 1813 où ils furent accusés d'actes de brigandage, bris de machines et prestation de serment à une autre personne que le roi ; 3 crimes passibles de la peine de mort. Cet événement fut le procès du Luddisme, alors dépeint par les magistrats comme une association de malfaiteurs responsables de ports d'armes, violence et atteinte à la propriété. 17 hommes furent condam-

nés à la pendaison, et les autres à des peines de prison ou déportés en Australie... Cela ne leva pas le mystère de l'organisation, mais ces assises marquent la fin du mouvement, même s'il y eut des résurgences par la suite.

Une des interprétations que l'on peut donner du Luddisme est la suivante : "leur unité est à lire

au futur (non au présent ou au passé). C'est un regard commun porté sur l'avenir de leur communauté qui aurait lié ces hommes entre eux, ainsi que le rejet radical d'une suspension du présent au crochet d'un avenir technicisé illusoire"...

Le luddisme, expression d'une vision du monde ?

Pour percevoir les résonances actuelles du Luddisme, il faut y inclure sa composante politique. L'héritage idéologique du progrès technique dans nos sociétés est comme une chape de plomb sur les possibilités de révoltes qui en émergent. Il est à la fois plus que jamais présent et source de scepticisme, dans une ère où les crimes liés à l'industrie et à la technologie se font jour de façon croissante. Le manque de contrôle que nous pensons avoir à cet égard, la sensation qu'il est impossible de s'en extirper collectivement, radicalement et sur le long terme, nous laisse dubitatif, acceptant sans conviction et un peu malgré nous l'idée de son cours incontrôlable... confusion d'ailleurs entretenue par le mensonge médiatique et le consensus cynique fabriqué de toutes pièces par les alter-capitalistes de tous bords, défenseurs – à la Hulot ou moralistes d'Attac qui en appellent, en tant qu'ultime recours, à faire du vélo, consom'acter et surtout bien compter sur eux en attendant.

La technique, contrairement à la façon dont elle fut longtemps interprétée, ne relève pas seulement de l'action de spécialistes agissant dans une sphère autonome coupée du reste de la société : elle présente indéniablement un caractère politique, elle est socialement

façonnée. Le côté politiquement construit de la marchandise, reflète une société tout comme la société reflète ses marchandises, allant jusqu'à déterminer le rapport social, les luttes, s'immiscer dans les sphères

les plus intimes des individus. La dictature de cette idéologie altère et accélère à la fois les désirs d'autonomie,

de mise en commun de savoirs et de pratiques qui se situent en dehors de la sphère marchande et cybernético-industrielle.

Comment aujourd'hui se réapproprier les outils, favoriser des formes d'auto-organisation, préparer le terrain pour l'avenir ? Nous ne pouvons arrêter notre réflexion à l'autogestion, sinon en nous demandant de quelle autogestion nous parlons : que reste-t-il à autogérer dans l'état actuel des choses ? L'hypothèse de la réappropriation des moyens de production est sûrement féconde, mais en dehors de tout système qui se rapproche de près ou de loin de celui que nous connaissons aujourd'hui. La destruction du capitalisme passe par une redéfinition de l'idée de progrès dans ses fondements même, redéfinition dont doit découler celles des moyens et des modes de production, et ainsi du rapport à l'existence. Si nous nous accordons à penser qu'une société est le reflet de ses techniques/ technologies et vice versa, qu'elle incarne une vision du progrès qui lui est propre, mais pas "vraie" ou "juste" dans l'absolu, la perspective d'une révolution sociale en appelle à des changements radicaux sur ce point de vue aussi, car la lutte doit se donner pour cadre le présent... Cette redéfinition/destruction dont nous parlons dépasse de loin la question éthique : elle s'impose désormais à nous à travers la menace quotidienne que présente les risques du "tout industriel".

Marcelle Brisefer



COURRIER D'UN LECTEUR

Judi 1er février, mes camarades et moi-même, assistions à la séance d'un film consacré à Action directe, projeté au cinéma Utopia de Toulouse. Après la projection, au moment des débats j'étais posté en fond de salle. J'y distribuais le tract figurant ci-après. Les réactions ont été vives, pour ne pas dire violentes. Très vite on me priait de "dégager". Lorsque la première voix hostile se fit entendre, on mesure avec quelle lâcheté d'autres voix jusqu'alors contenues se sont jointes à un concert de réprobations que le sens démocratique et le courage réprouvent. J'ai pu à cet instant comprendre le sens qui est donné au mot "meute", de laquelle deux voix féminines manifestement plus ouvertes d'esprits et ne craignant pas se disjoindre du troupeau de quelques cinq, six braves, m'invitaient à m'expliquer. Ce à quoi je ne pouvais consentir sans troubler les débats sur Action directe. Je m'y refusais donc. A demi-mot, dans l'encoignure d'une porte, on me fit entendre qu'on avait envie d'en découdre, puis plus ouvertement on m'arracha un tract des mains et me le jeta au visage. Lorsque, devant tant d'hostilités, je me décidais à disposer des arguments qui ne figuraient pas sur le tract, mais y étaient largement suggérés, supposant qu'on ne savait peut-être pas bien lire, j'eus le sentiment qu'on voulait me rosser. Il est vrai, je prenais la peine de dire que depuis plus de dix ans, Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon avaient souvent évoqué le problème de la précarité. A ce titre je voyais mal comment on entendait débattre d'Action directe dans un lieu où, si évidemment, les propriétaires maintiennent leurs salariés dans la précarité ou les y envoient par le licenciement lorsque certains s'opposent à leurs méthodes. Il faut le croire, de telles vérités, si évidentes portent à la violence la plus primaire dans un lieu où l'on se fait fort d'en appeler, pourtant, aux vertus du dialogue. On voit sans peine ce qu'il en est.

Une partie des réactions désagréables a pu être suscitée par la méfiance. On se demandait d'où je parlais. En vérité cela importe assez peu, l'essentiel de ce qui devait se dire était exprimé dans le texte. Merci à mes camarades présents de l'avoir prolongé en suscitant le débat puisque la question d'Utopia fut évoquée. Comme je m'y attendais le débat a d'ailleurs été pour une large part occulté, c'est pourquoi je n'ai pas souhaité prendre la parole comme des spectateurs m'y invitaient. Les tribunes sont souvent des pièges, elles ont l'apparence démocratique du "cause toujours" et restent, en tous les cas, sans effets réels. Ainsi l'un des débatteurs proposait aux salariés de venir s'exprimer. Cette fausse naïveté me confirmait dans mon sentiment. Point, non plus, d'invitations adressées aux gérants d'Utopia à venir s'en expliquer, comme le suggérait une de mes camarades.

Le désespoir en agace plus d'un. Les quelques salariés qui sont restés sur place s'accrochent à la précarité de leur situation. Pour pathétique qu'en soit réduit leur lutte dans un lieu où l'on prétend volontiers être politisé, on se range bien plus opportunément au côté d'un exploiteur dont on tire une poignée de sous, qu'au côté d'un homme esseulé, tenterait-il de provoquer un débat authentique et d'y trouver des alliés. Ceux-là ont, il est vrai, une énergie

à dépenser et ils entendent le faire, parfois de manière violente, pourvu qu'ils aient à portée de main un homme esseulé, de préférence à des flics, certainement mieux armés et plus nombreux. Surtout si l'homme esseulé met sur la schize le doigt et leur suggère qu'ils ne feront pas l'économie de la vérité s'ils entendent combattre le capitalisme. Mais peut-être, spectateurs ou salariés, venaient-ils simplement assister entre ami ou convier à une séance de cinéma ?

S'ils attendent seulement que l'homme esseulé ne soit pas seul, ils n'attendent qu'eux-mêmes. Or, comme nous le voyons, ils ne viendront pas car ils n'étaient qu'à moitié là.

La rédaction de Taputaki Migila

[Faute de place, il ne nous est pas possible de reproduire ici le tract, mais nous le tenons à disposition de tous]

ESPOIR - PARIS

Le n° 6 du bulletin d'information du Syndicat Intercorporatif de Paris-Nord (SIPN) de la CNT-AIT, "Espoir, de la révolte à la résistance, de la résistance à la révolution" vient de sortir. Parmi les excellents articles publiés (et dans lesquels nous avons "puisé" en reprenant ceux sur Levallois et sur le Mexique), se trouve un communiqué qui mérite un développement.

Voici deux ans, le SIPN et le groupe dit de la "2ème UR", qui était en marge de notre organisation depuis 1977 (date de son expulsion par un congrès) avaient mis leurs forces en commun et avaient même fusionné. Nous avions diffusé cette information ici même et nous nous en étions réjouis : dépasser de vieilles querelles, qui ne portaient d'ailleurs pas sur des questions idéologiques, est une bonne chose. Malheureusement, l'expérience a tourné court. Voici l'essentiel du communiqué : *"Lorsqu'il y a deux ans nous avons poussé la porte du local, nous espérons établir des liens avec des anarchistes que de vieilles histoires avaient éloignés de la CNT-AIT. Comme nous le disions dans le communiqué de fusion des deux groupes : la division nous affaiblit, l'union nous renforce. Pendant deux ans, fidèles à cet esprit, nous avons redonné vie au local en y organisant nos permanences, des réunions, des débats... Cette "agitation" anarchiste et militante nous vaut aujourd'hui d'être expulsés du local. Il y a un an, nous nous étions promis d'être attentifs aux actes de pouvoir qui sont à l'origine des différentes séparations qui divisent et affaiblissent le mouvement libertaire. Nous pensions qu'il était possible d'y remédier par l'union et la solidarité. Malheureusement, notre confiance a été trahie. (...) Nous prenons acte de cette décision soudaine, qui nous a surpris, pour des motifs qui tiennent peu de la politique mais ont plutôt à voir avec la gestion d'un local par des individus dont on peu regretter qu'ils se comportent plus en petits propriétaires soucieux de leurs intérêts patrimoniaux qu'en anarchistes mus par la solidarité."* Pour conclure leur communiqué nos compagnons parisiens déclarent qu'ils resteront solidaires de toute lutte (y compris menés par la "2ème UR") et feront tout pour renforcer l'unité avec tous les anarchistes sincères. Pour tout contact, voici leur adresse provisoire :

CNT-AIT, 108 rue Damrémont, 75018 Paris.

MOISSAC : "ÉLECTIONS OU DÉMOCRATIE DIRECTE ?"

Sur ce thème aura lieu le **samedi 24 février à 20h 30** au Centre culturel de Moissac (Tarn-et-Garonne) un débat public organisé par CNT AIT 82 (Sous réserve. Se renseigner sur le site internet).

FIGEAC : RETOUR SUR LE DEBAT DU 20 JANVIER

Le samedi 20 janvier 2007 à Figeac nous avons organisé une projection débat sur Oaxaca, une lutte populaire anti-autoritaire. On peut considérer, en toute modestie, que la soirée a été un succès. Une soixantaine de personnes, dont une quinzaine de jeunes, était présente. Après un bref rappel de l'histoire des luttes au Mexique, nous avons projeté deux courts reportages Indymédia sur les événements de Oaxaca. Le débat c'est ensuite engagé et a porté plus sur les différentes conceptions de la démocratie et de l'autonomie populaire que sur Oaxaca proprement dit (à noter quand même la présence d'une Mexicaine à Figeac). Les échos que nous avons recueillis de cette soirée ont été en règle générale favorable et nous motivent à continuer dans cette démarche. Merci à tous les copains qui sont venus.

LAUZERTE : NOUVELLES ACTIVITÉS À L'ESPACE-CO

Permanences à l'Espace-Co : Il s'agit d'accueillir le public de manière conviviale, en permettant ainsi des rencontres, de faire passer l'info locale et globale, de faire passer ses infos personnelles, enfin bref de discuter et de partager... tous les jeudis de 14h à 18h. Si des personnes sont intéressées et disponibles pour animer d'autres permanences, elles peuvent se faire connaître en nous retrouvant à l'Espace-Co...

Autres activités : le 3^e vendredi du mois de 14h à 18h, des cours de cuisine et de pâtisserie sont proposés et organisés par Zahia (merci de vous inscrire jusqu'à l'avant-veille). Le 1^{er} samedi du mois, Couscous en soutien à l'Espace-Co (à partir de 19 h). Les Mercredis soir: Projections + Casse-croûte + Prêts de Livres, musique et vidéos.

LANNEMEZAN : MANIFESTION POUR AD

Samedi 27 février aura lieu une manifestation pour la libération des prisonniers d'Action directe, à l'occasion des 20 ans d'enfermement de Georges Cipriani, Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillan. Rassemblement à 14 heures place de la Gare puis départ en manifestation vers la prison.

CALENDRIER DE SIA

Chaque année, SIA (Solidarité internationale antifasciste) édite son calendrier. Vous pouvez vous le procurer soit à SIA, 4 rue de Belfort, 31000 Toulouse, soit auprès de la CNT-AIT de Toulouse. Il est vendu 10 euros au profit de l'action de SIA.

CAMPING DE LA CNT-AIT : 29 juillet au 5 août 2007

Le camping de la CNT-AIT est une façon, pour les militants, les sympathisants et leurs familles, de se retrouver, pendant une semaine, dans un cadre convivial, pour partager des activités diverses, en particulier, chaque soir, après un repas pris en commun, une discussion sur des thèmes sociétaux d'actualité est organisée. Cette année, il aura lieu du 29 juillet au 5 août. Le terrain retenu offre des conditions tout à fait correctes pour une participation très abordable. Nos lecteurs sont les bien-venus (pour toute la durée du camping ou pour un passage plus bref). Renseignez vous auprès d'un militant de la CNT-AIT ou en écrivant au journal.

Le Combat syndicaliste changera de titre

Comme nous l'avons annoncé dans de précédents numéros, la CNT-AIT de Midi-Pyrénées réfléchit à un changement de titre pour ce journal. Une raison essentielle à cela : le titre actuel, héritier de l'histoire de notre organisation, constitue un obstacle, du fait du sens très négatif acquis par le mot "syndicaliste" depuis quelques décennies, singulièrement depuis ses dernières années. De fait, pour la majorité des personnes qui pourraient être intéressées par ce que nous disons et ce que nous faisons le "syndicalisme", est identifié à juste titre, à un outil de collaboration de classe au service de l'oppression. Le fait que le mouvement ouvrier révolutionnaire ait, antérieurement à cette évolution déjà ancienne, utilisé le terme dans un sens tout différent n'y change rien.

À l'issue d'une première série de consultation de militants et de lecteurs, six titres potentiels ont été retenus lors de la dernière assemblée générale de notre Union régionale. Il s'agit de :

CNT-AIT

Combat anarchosyndicaliste

Combat anarchosyndicaliste pour un autre futur

Combat CNT-AIT

En route pour la Révolution

Révolte

Nous invitons tous les lecteurs à nous faire connaître leur choix et leur avis.

La rédaction

C.N.T. - A.I.T.

TOULOUSE : Permanence publiques le samedi de 17-19h, 7 rue St Rémésy (près de la place des Carmes). Tables de presse : le dimanche en fin de matin aux Pucés de St Sermin. Au RU du Mirail. Dans les quartiers. Pour actualiser vos informations :

<http://cnt-ait-toulouse.fr>

MONTAUBAN : Table de presse le samedi à partir de 10h30 sur le marché de Prax-Paris..

AUTRES INFOS UTILES : Le **COMITE D'ACTION & DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS** et les **JEUNES LIBERTAIRES** sont joignables également 7 rue St Rémésy à Toulouse le samedi après-midi. **PERSPECTIVE LIBERTAIRE** : site de brochures anarchosyndicalistes et anarchistes révolutionnaires. <http://perspectivilibertaire.free.fr>

N'OUBLIEZ PAS DE VOUS ABONNER !**COMMENT SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT ?**

Le numéro qui figure en haut et à droite de l'épingle d'envoi correspond au dernier numéro du journal inclus dans votre abonnement. Pensez à le vérifier de temps en temps.

CNT - AIT

UN AUTRE FUTUR POUR LES QUARTIERS

OTRO FUTURO
OUTRO FUTURO
ALIA ESTONTELO.

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

A la veille des élections, médias et politiciens nous disent qu'il est important de voter, que le vote serait une solution aux problèmes actuels. Pourtant, ils nous répètent aussi (quand cela les arrange) que les problèmes économiques sont d'ordre mondial et qu'ils n'y peuvent rien !

Quand faut-il les croire ? Quand ils nous disent que voter pour changer un gouvernement est important, ou bien que ce même gouvernement nous dit ensuite qu'il est impuissant face à la "mondialisation" (délocalisations, licenciements massifs, réchauffement de la planète, expulsions, guerres...)?

C'est vrai : la précarité, la misère, les guerres ... ont des causes internationales, et les causes internationales ont un même point commun : le capitalisme.

Voter n'abolira pas le capitalisme. Voter sert à élire les maîtres d'un État qui nous fera subir les conséquences du capitalisme, un État dont le rôle est de nous faire supporter les injustices par la force, qui a le pouvoir de nous imposer toutes les choses qui nous révoltent.

Malgré cela, nombreux sont encore ceux qui se rendront aux urnes en pensant de bonne foi que cela changera quelque chose. Pour ceux-la, la désillusion n'en sera que plus amère. Quel que soit l'élu, il n'améliorera pas nos conditions de vie qui continueront à s'aggraver. Cela tout simplement parce que le capitalisme fait son profit de toute cette misère.

Tous ceux qui sont révoltés par cette situation d'atteinte permanente à notre liberté et à notre dignité verront qu'une fois de plus leur vote n'aura servi qu'à

une chose : renforcer l'État, renforcer le pouvoir qui sera là pour combattre ceux qui voudront résister. Plus les votants seront nombreux et plus le pouvoir sera fort. Un bulletin de vote aujourd'hui, c'est un coup de matraque de plus demain.

Chaque bulletin de vote de moins pour le pouvoir est un espoir de plus pour l'humanité.

Nous n'avons pas besoin d'un vote en France mais d'une révolution sociale dans le monde.

CNT-AIT

الأسباب الدولية لهم
نقطة مشتركة
الرأسمالية
الإنتخاب لا يُسبِّط
الرأسمالية: الإنتخاب
يساعد على إختيار
أرباب الدول التي
تحمِلنا نتائج الرأسمالية
هذه الدولة تحمِلنا
الظلم بالقوة وتفرض
علينا كل الأشياء
التي تثيرنا.
رغم ذلك كثير من الناس
سوق يتوجهون نحو
صناديق الإنتخاب
معتقدين بكل ثقة
أن ذلك يغير الأسياد
لكل هؤلاء الخيبة
سوف تكون مرعبة.
مهما كان المنتخب لا
يُهسِن ظروف المعيشة.
- ورقة التصويت اليوم
هي ضربة يلصقها لثوب
الغد -
قلة أوراقي التصويت

على إقتراي الإنتخابات
وسائل الإعلان السياسي
يقولون أن الإنتخاب مهم
الإنتخاب صوالج لمشاكلنا
ولكى يقولون أيضا أن
المشاكل الاقتصادية هي
على النطاق العالمي. ولا
يستطيعوا شيئا ضد هذا
الوضع.
مئى علينا أن نصدقهم؟
عندما يقولوا أن الإنتخاب
مهم لتغيير الحكومة أو
هسب هذه الحكومة
تقول أنها عاجزة أمام
الولمة؟
هذا اصحيح: إن الزالة
البؤس، الحروب... لهم
أسباب دولية و

للسلطات هي أمل جديد
للإنسانية.
نحن لا نحتاج إنتخابات
في فرنسا ولكن ثورة
اجتماعية في العالم

